

Cohen, John M. *Integrated Rural Development : The Ethiopian Experience and the Debate*, The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1987, 269 p.

Bertrand Nezeys

Volume 20, Number 2, 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702513ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702513ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Nezeys, B. (1989). Review of [Cohen, John M. *Integrated Rural Development : The Ethiopian Experience and the Debate*, The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1987, 269 p.] *Études internationales*, 20(2), 450–451.
<https://doi.org/10.7202/702513ar>

COHEN, John M. *Integrated Rural Development: The Ethiopian Experience and the Debate*, The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1987, 269p.

Dans cet ouvrage, John M. Cohen rend compte de l'expérience de développement rural intégré menée à partir de 1967 en Éthiopie dans la région de Chilalo au Sud-Est d'Addis Abbeba, appelée d'abord CADU (Chilalo Agricultural Development Unit), puis ARSU après son extension en 1974 à la province entière d'Aroussi (Arssi Rural Development Unit). L'expérience a été voulue, préparée, financée par le gouvernement suédois.

L'auteur qui a enseigné dans diverses universités est aussi, et surtout, pourrait-on dire, un économiste de terrain peu tendre à l'égard des « radicaux gin-tonic qui, assis sur leur derrière, se sont contentés de critiquer l'expérience et d'attendre la révolution » (p. 47). Bien que très descriptif, l'ouvrage n'est pas une simple monographie. Il fournit de précieux renseignements sur ce qu'il faut entendre par développement rural intégré et présente le débat qu'a suscité l'expérience en Éthiopie et à l'étranger. La bibliographie est particulièrement abondante et précise. Comme le souligne l'auteur dans le chapitre II, l'expression « développement rural intégré » a donné lieu à de nombreuses interprétations qui ont fini par créer une confusion dans les politiques mises en oeuvre. C'est dans cette optique qu'il présente les traits principaux du projet et de ses phases de réalisation en Éthiopie. Sa caractéristique essentielle est qu'il a concerné les petits producteurs, indépendants et métayers, en partant du principe que la population rurale représentait la quasi-totalité de la population de la région et que l'exode rural ne pouvait, quelles qu'en soient les raisons et les modalités, représenter la solution pour l'amélioration de la productivité des terres.

La question à résoudre était donc d'accroître la productivité des petits producteurs eux-mêmes. Comment ?

En leur fournissant des occasions de vendre leurs produits à un prix intéressant. C'est ainsi que les centres d'achat de lait et de blé installés par le CADU ont offert des prix supérieurs à ceux des marchés locaux, » ce qui n'était pas difficile compte tenu des marges de profit réalisées par les commerçants et les intermédiaires de la région » (p. 82).

En organisant l'instruction directe des cultivateurs, de leurs femmes et des jeunes, afin de les amener à améliorer leurs techniques de production (utilisation de semences sélectionnées, des engrais, hygiène des produits, etc.).

En recherchant localement des variétés à haut rendement adaptées aux conditions géologiques et climatiques. De même pour les techniques. « Le CADU a bien résisté à la tentation d'introduire des techniques et des méthodes totalement étrangères » (p. 91). D'où la recherche d'innovations et d'améliorations locales des outils agricoles par les artisans de la région.

En accordant les crédits adéquats sous forme principalement d'avances de semences et d'engrais.

Enfin, en créant les infrastructures nécessaires à la mise en oeuvre de la stratégie envisagée (construction de routes de désenclavement, de centres de formation etc.).

L'originalité de l'expérience est aussi qu'une seule administration (le CADU) était chargée de la mise en oeuvre des divers aspects du projet. À cet égard, le terme « intégré » peut se référer à la simple intégration administrative (unité de direction). Mais, il ne semble pas que le projet ait souffert d'enflure bureaucratique. Ce qui est frappant, c'est son aménagement

constant pour tenir compte des questions concrètes que posait sa réalisation pour les producteurs. L'ambiguïté du projet, telle qu'elle ressort de l'ouvrage, se situe à un tout autre niveau, principalement à celui de l'intégration économique elle-même. Peut-elle se faire au plan agricole et rural uniquement, en négligeant l'industrie et les services? Peut-elle se faire au plan strictement régional en négligeant les niveaux national et international? Enfin, peut-elle se faire sur la seule base des petits producteurs existants et éventuellement de leur multiplication par la répartition des grands domaines? Il ne s'agit pas là seulement d'une question politique et sociale, mais aussi d'une question d'efficacité économique. L'auteur est averti, pour les avoir vécues, des ambiguïtés, voire des contradictions du projet, puisque celui-ci s'est heurté à deux types de difficultés, celles liées au « régime féodal » et celles de la révolution socialiste et de la collectivisation des terres et des paysans; les dernières apparaissant bien plus décisives que les premières. Il explique bien que le CADU ne pouvait s'étendre avant la révolution que par une réforme du système législatif des terres, réforme impliquant tout au moins un changement dans les relations du métayage (notamment la durée des contrats), l'établissement d'un cadastre, la taxation des terres sous-utilisées. Cette réforme n'a pas eu lieu, car d'un point de vue économique, le système terrien féodal possédait aussi, en quelque sorte, une voie de sortie vers la modernisation, principalement la mécanisation. En même temps qu'il acceptait le projet suédois, le gouvernement éthiopien favorisait le développement des grandes fermes commerciales et l'utilisation du machinisme. Ce qui provoquait aussi l'éviction des métayers, mais qui permettait d'utiliser les grands domaines existants pour mettre sur pied une agriculture productive.

Même dans le contexte d'avant la révolution, les méthodes et objectifs du CADU étaient donc déjà bien ambigus. Ainsi, la volonté d'élever les prix agricoles au-dessus des prix des marchés locaux s'est-elle heurtée aux importations à faible prix des mêmes produits. La construction de routes, avec des méthodes pourtant intensives en travail précise l'auteur, destinées à ouvrir les marchés urbains aux petits producteurs, a aussi facilité la pénétration des tracteurs et autres machines, ce qui a favorisé l'éviction des petits producteurs. Mais que dire des difficultés et ambiguïtés nées de la révolution et de la collectivisation? Au départ, comme le souligne J. Cohen, la suppression de la propriété privée a été bien accueillie par les petits producteurs et leur mobilisation ultérieure a même été facilitée par les habitudes d'organisation prises dans la période précédente. Mais, très vite, la collectivisation et la villagisation ont révélé leur totale inefficacité et leur objectif politique; contrôler le monde paysan.

Il ressort bien du livre qu'au total, l'expérience se situait entre une évolution dominée par celle des techniques, lesquelles pouvaient s'adapter à l'ancien régime féodal, ce qui aurait engendré de très importants gains de productivité, mais avec un coût social élevé (éviction des métayers, exode rural) et une voie socialiste qui s'est révélée économiquement inefficace et encore plus coûteuse socialement (famine, déplacement massif des populations). Un livre bien documenté, jamais ennuyeux, qui permet au lecteur de bien percevoir les aspects positifs de l'expérience, mais aussi ses limites et ses contradictions. À lire et à méditer.

Bertrand NEZEYS

Université Paris I, Panthéon-Sorbonne